

PROCHAINES REUNIONS LES 31 MARS, 7 AVRIL ET 21 AVRIL 1988 à 19H

(AEPP 46 rue de Vaugirard 75006 Paris M° Odéon).

LETTRE D'INFORMATION N° 23

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 18 FEVRIER 1988

Réunion de travail à Troyes

Six participants sur 30 d'un groupe souhaitant créer une antenne CRII-RAD (Commission Régionale Indépendante d'Information sur la Radioactivité) y assistaient et voulaient informations sur la radioactivité. Large exposé de deux heures de Claude BOYER, invitation à la réunion de Provins-Ecologie le 12 mars et remise de documentations.

Affaire juridique

Après avoir été débouté devant le Tribunal Administratif de Châlon-sur-Marne le 26.01.88 (voir compte-rendu du 4.02.88), appel a été déposé le 17 février sous le n° 95327. Ne concerne que la forme. Résultats attendus dans huit mois.

Point zéro

Une liste d'échantillons prioritaires à analyser par la CRII-RAD a été établi. Pas de changement de tarif, même si le temps de comptage a été sous-évalué au début. Reste entier le problème du financement de 28 échantillons (la somme disponible ne permettant l'analyse que d'une quarantaine d'échantillons).

Henri OCTOR souligne que toutes ces mesures ont un intérêt considérable en termes de processus de comparaison - avec, par exemple, les résultats d'EDF de 1986 qu'il n'a été possible de consulter qu'à la suite de l'annonce de nos propres mesures - et en termes d'évolution dans un suivi intéressant. Ex. : comportement du césium sur un échantillon à des moments et des lieux différents. Des résultats riches d'enseignement sont attendus.

Nous rappelons que les chèques, à l'ordre du Comité Stop Nogent, avec au dos la mention POINT ZERO, peuvent être adressés à Frédérique OCTOR, 3 rue Abraham Lincoln, Appt 242, 92220 Bagneux (Tél. : 46.65.93.29).

Compte-rendu de l'A.G. du GSIEN (Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) le 6 février

Ce groupement est indépendant des pouvoirs publics et publie tous les deux mois "La Gazette Nucléaire", journal d'information sur le nucléaire. Dernier numéro : "Normes et santé. Le facteur de risque". A commander au GSIEN, 2 rue François Villon, 91400 ORSAY.

Nombreux sujets traités, dont :

- Superphénix, dont la micro-fissure atteint ... 60 cms,
- la "balade des déchets" en Allemagne et en Belgique. La France est impliquée dans le transport illégal, Transnuklear appartenant à 33 % à Transnucléaire, appartenant lui-même à la Cogema, Pechiney et Paribas,
- les campagnes en Suisse contre Superphénix de Creys-Malville,
- pendant le colloque "Radioactivité et santé" à Montauban, manifestation anti-nucléaire de 250 personnes à l'initiative du comité Tchernobyl-Golfegh (une centrale doit s'implanter dans la région, à Golfegh).

Santé et Rayonnement publié conjointement par le GSIEN et la CRII-RAD, ou comment ont été sous-évalués les effets de doses de radioactivité par les officiels. Bigre, que la démocratie est loin ! A commander à Bella BELBEOCH 5 boulevard Henri IV 75004 Paris au prix de 60 F (ou 50 F par 10) + 10,90 F par unité ou 33 F pour 10 de frais d'expédition.

Comité STOP Nogent/Seine 14 rue des Goncourt 75002 Paris

adhésion : 100F/an CCP 20 572 36 G Paris

Conférence de presse de P. Juquin sur l'énergie, assisté de scientifiques (Deléage, Schapira et Chamonin) : "Economisons l'énergie... Chaque watt compte". Pub pour les ampoules à gaz qui consomment 5 fois moins que l'électricité. Consommer de l'énergie, c'est "antisocial". "On devrait mettre l'économie d'énergie en éducation civique, l'écologie aussi". Bref, le communisme, ce n'est plus les soviets plus l'électricité ! Le nucléaire, c'est l'échec financier, technique, de prévision et c'est aussi l'insécurité. Il faut cesser de construire des PWR (réacteurs du type de celui de Nogent), arrêter Malville, La Hague et Nogent sur Seine, ainsi que la filière MOX, organiser un référendum sur le nucléaire, rétablir et amplifier l'A.F.M.E. (Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie) mais continuer la recherche sur les réacteurs non dangereux (???...). Pour en sortir, développer la filière charbon classique dépolluée sur la façade atlantique, les énergies renouvelables et surtout économiser l'énergie. Pas de vente à perte de l'électricité à l'étranger qui pénalise le consommateur français. Mise à part une critique sur les responsabilités du Ministre de l'Environnement, rien sur la radioactivité. Encore un effort, camarade !

Le nucléaire est-il rentable ? Non, répond Yves BOULLIS dans un document édité par les Verts (90 rue Vergniaud 75013 Paris). Description chiffrée des "oublis" et autres tripatouillages d'EDF pour justifier son choix. Ce document n'est pas encore parfait mais il est indispensable de le consulter.

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 3 MARS 1988

Assemblée générale du Réseau pour un Avenir sans Nucléaire du 27/2/88

Le compte-rendu complet sera envoyé aux abonnés au bulletin du Réseau (90 rue Vergniaud 75013 Paris : 80 F ou 110 F adhésion + abonnement). Il y avait peu de sites par rapport à la précédent A.G., peu ou pas de libertaires.

Etaient présents, outre des membres de Stop-Nogent : Soulaines, Tours, Cattenom, Reims, Solange Fernex, Didier Anger, Roger Cans (journaliste du Monde).

Peu d'actions à part la requête devant le Conseil d'Etat par Soulaines (Aube), aidé par un avocat et un géologue.

- Présentation de l'affaire TRANSNUCLEAR par Mycle Schneider (de WISE) : les sommes en cause sont beaucoup plus importantes que les services demandés : s'agit-il de blanchir des fonds et/ou d'un trafic de plutonium ?
- Présentation des scénarii de sortie du nucléaire par P. Radanne (brochure disponible au Réseau (voir adresse ci-dessus) au prix de 40 F) : discussion sur l'absence de prise en compte de l'énergie solaire.
- Un représentant de la CRII-RAD expose le projet de réseau de balises atmosphériques pour un contrôle continu de la radioactivité autour de Montélimar, l'organigramme du "Comité de Gestion" incluant des élus et un fonctionnement en collaboration avec les services officiels, ce qui soulève des réactions dans l'assistance (possibilité de blocage de l'information par les officiels en cas d'accident sérieux). Roger BELBEOCH (GSIEN) : une information équivaut à une décision ; il faut donc gérer l'information et responsabiliser les élus locaux. Henri OCTOR : les anti-nucléaires ne mesurent pas bien ce que signifierait un accident comme Tchernobyl. Personne n'est prêt à faire face à une telle éventualité en France. C'est en tout cas un test pour le développement futur des laboratoires indépendants, valable pour tous.

Deux possibilités pour un contrôle autour d'un site nucléaire :

- . système "souple" : on fait quelques prélèvements occasionnels qu'on envoie à la CRII-RAD (ou à d'autres laboratoires),
- . système "lourd" par un contrôle en continu par balises (120.000 F/balise) + système sur l'eau qui ne peut être envisagé en dehors d'un financement public (le risque étant la perte de contrôle).

Le contrôle de la radioactivité doit-il être une arme pour les sites ? Ex. : Tchernobyl-Golfech qui pense qu'on peut faire des prélèvements occasionnels mais est contre l'idée du point zéro (mais comment pourrait-on alors suivre l'évolution de la radioactivité autour du site ?).

- Projet de sortir une plaquette sur Emploi et Nucléaire.
- Problème de l'accès aux plans ORSEC-RAD et PPI.
- Nombreuses réponses à un questionnaire diffusé auprès des médecins en Alsace, Suisse et Allemagne : se disent peu informés, notamment sur les actions en cas d'accident.

Deuxième anniversaire de l'accident de Tchernobyl : action à l'étude.

Discussion autour des tableaux mensuels de mesures de radioactivité (disponibles dans toutes les D.D.A.S.S.) effectuées par le SCPRI (Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants), organisme officiel dépendant du Ministère de la Santé.

Novembre 1987

Tritium (maximum autorisé pour les rejets des centrales en rivière : 80 Bq/l)

Saclay (centre du Commissariat à l'Energie Atomique) (pluie) : 790 Bq/l
Marcoule (pluie) : 560 à 1.400 Bq/l
Phénix : 140 Bq/l
La Hague (rivière Ste Hélène) : 200 Bq/l
Paris (Seine) : 15 Bq/l
La Crouzille (Mine d'uranium en Limousin) (ruisseau) : 550.000 Bq/l
Brennilis (centrale nucléaire désaffectée) : 650 Bq/l
Chinon (centrale sur la Loire) : 99 Bq/l
Saint Laurent des Eaux (centrale sur la Loire) : 67 Bq/l
Angers (Loire) : 15 Bq/l

Césium 137 (seuil fixé par les normes CEE : 600 Bq/kg)

Chanterelles à Briod (Jura) : 1.500 Bq/kg
Thés de Turquie : 1.000 à 2.600 Bq/kg
Méaudre (Vercors) (dépôt au sol) : 8.100 Bq/m²

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 17 MARS 1988

Réunion avec Provins Ecologie le 12 mars 1988 (Prochaine réunion : 23 avril)

Provins Ecologie a reçu des réponses lénifiantes à ses lettres au Ministère de l'Industrie et au Directeur de la centrale de Nogent : d'après eux, pas de problèmes de fissures, ni d'étanchéité des joints.

Longue discussion sur l'incident dans la nuit du 1er au 2 mars à la centrale. Officiellement, il s'est agi d'un "arrêt d'urgence programmé" qui, à la suite d'une fausse manoeuvre, a donné lieu à un lâcher de vapeur du circuit secondaire, ce qui explique le vacarme réveillant les riverains. Suite à cet incident, de nombreuses rumeurs se sont mises à circuler dans la région : certaines zones de la centrale seraient interdites, les femmes d'ingénieurs auraient commencé à fuir, une cellule de crise aurait été mise en place, etc.

Tout cela nous semble excessif, mais il est sûr qu'aucune information n'est donnée en dehors des propos officiels : la commission locale d'information ne s'est plus réunie depuis novembre ! La prochaine réunion aura lieu mi-avril, grâce à une pression de l'opinion et une campagne de presse mettant la Présidente devant ses responsabilités. Que s'est-il réellement passé cette nuit-là et lors des 2 autres arrêts des 5 et 6 mars ? Le SCSIN (Service Central de Sécurité des Installations Nucléaires) du Ministère de l'Industrie et le SCPRI ont été mis au courant par nos soins (!) quand nous leur avons téléphoné le 14 mars pour avoir plus d'informations. Ce même SCPRI n'a trouvé aucune radioactivité significative dans ses mesures (cf Minitel, 3614 MAGNUC). Le terme indique qu'il y a bien eu un rejet, même minime. Le comité a lui-même effectué quelques prélèvements, dont il attend les résultats sous peu. En tout cas, cet incident montre un mauvais fonctionnement de la soupape, qui n'aurait pas dû s'ouvrir à cette pression. Nous rappelons quelques numéros de téléphone : centrale (répondeur) : 05.37.94.27, SCPRI : (1) 39.76.78.18.

Le candidat Vert, A. WAECHTER, accompagné d'une délégation, a posé des questions à des responsables d'EDF au sujet du nucléaire et de Nogent en particulier : réponses évasives sur la vibration de l'arbre du turbo-alternateur, les fissures, l'encrassement anormal dans le circuit secondaire, le socle de béton qui se relaxe et le tassement de la centrale. Nous savons également que la centrale bretonne de Brennilis est en cours de démantèlement, sans autorisation. Réponse : "c'est une étude économique" !

Affiche dessinée par CABU représentant les candidats à l'élection présidentielle fuyant devant une centrale accidentée. Nous rappelons que l'affiche "Quel est le pays ? ... C'est la France" (cf lettres d'information n° 21 et 22) est toujours disponible au Comité. Pour ces deux affiches, contacter Dominique Léonard au 45.22.83.91.

Réunion publique à l'occasion du 2e anniversaire de Tchernobyl le mercredi 27 avril à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11e, à 19h, avec projection d'une vidéo soviétique "Le tocsin de Tchernobyl", traitant principalement du problème humain de l'évacuation des populations. Ce film a été primé à Berlin. Une radio de l'Ain en a réalisé la version française. Un débat aura ensuite lieu avec Michèle RIVASI (Présidente de la CRII-Rad), des membres du GSIEN et sans doute les participants au débat télévisé du 16 mars sur M6 (M. POLAC, Y. LENOIR, JP SCHAPIRA), débat qui a été impossible vu l'obstruction systématique orchestrée par A. PARKER, ancien du CEA.